

A PROPOS DE NUREMBERG: LE GIBET INCOMPLET...

Tous les criminels de guerre n'ont pas expié aux potences de Nuremberg. Il ne suffit pas que les exécuteurs des basses œuvres des maîtres occultes, nationaux et internationaux, aient payé de leur vie - du moins un très petit nombre d'entre eux - leur servilité à l'égard de leurs maîtres pour que le règlement de compte soit éteint.

Verra-t-on se reproduire cette «*Justice incomplète*» que les armées soviétiques ont permise et approuvée en Roumanie? Rappelons brièvement les faits. Le maréchal Antonescu fusillé alors que son royal complice reçoit une décoration soviétique et que ses maîtres réels, les financiers de la *Haute Banque* roumaine, MM. Auschnitt et Malaxa, bailleurs de fonds avoués de l'organisation fasciste «*Les Croix de Fer*», sont chargés de mission à New-York par le nouveau gouvernement communiste aux ordres de Moscou.

Les Anglo-Saxons ne peuvent, évidemment, rester trop longtemps en retard sur leurs frères ennemis soviétiques. Aussi se gardent-ils de fournir au gibet nurembergeois les responsables qui s'agitent dans leurs zones d'occupation respectives. Ces derniers dictent leurs ordres et dirigent toujours les mêmes organisations, trusts et cartels, comme du temps d'Hitler.

Ernest Penragn, du trust de l'acier, Herman Abs, du trust chimique, détiennent toujours les leviers de commande de ces organisations qui ont tant contribué à l'avènement et à l'essor du nazisme et à sa ruée sur l'Europe. Hetzcher, président du *Conseil d'administration des Établissements électriques de Wesphalie*; Waldemar von Appenheim, banquier de Cologne, membre du *Conseil de Surveillance* de la *Société rhénane d'Extraction de lignite*, l'un des propriétaires de la *Société minière*, administrateur de nombreuses sociétés d'installations électriques, et tant et tant d'autres, non seulement ne sont pas inquiétés par leur activité nazie et leur responsabilité dans la guerre, mais encore sont maintenus dans leurs postes et fonctions.

En juin dernier, le «*Conseil économique consultatif allemand*», qui groupe de nombreuses personnalités industrielles, commerçantes et financières, récemment toutes puissantes dans le nazisme, réuni à la demande des autorités militaires britanniques, à Hambourg recommandait «*la réduction des exportations de charbon et l'augmentation des envois à l'étranger de produits manufacturés par les usines allemandes*». L'on sait depuis, que les gouvernements américain et anglais ont approuvé et mis en vigueur les «*...recommandations*» des magnats ex-nazis. Et l'on parlerait alors de pendre tous les responsables allemands de la *Grande tuerie*? Allons donc...

C'est que l'enchevêtrement actuel des intérêts privés anglo-saxons-allemands est poussé à un degré inouï. Déjà les participations américaines dans l'économie du Reich étaient nombreuses avant guerre et M. Edwin Pauley, représentant de M. Truman, pouvait avouer, dans un discours récent, que: «*Nous avons prêté de l'argent à l'Allemagne pour construire des usines et fabriquer des produits qui allaient aux nations alliées au titre des réparations. De cette façon, l'Allemagne a construit, avec notre argent, les usines et les machines qu'elle a employées à faire la seconde guerre mondiale*». On ne peut, avec plus d'ingénuité, avouer la complicité du Gouvernement américain dans la préparation de la guerre.

Les responsabilités - et les responsables - de la deuxième guerre mondiale sont aussi d'ordre international. Ce n'est pas sans l'appui des milieux financiers internationaux que le docteur Scheid pouvait recommander, aux industriels allemands réunis à Strasbourg, le 10 août 1944: «*La guerre ne peut plus être gagnée et (vous) devez prendre toutes mesures utiles pour préparer la campagne commerciale d'après-guerre. Chaque industriel doit établir des contacts et des alliances avec des firmes étrangères...*».

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point qu'Hitler, qui avait signé, commencement

mars 1945, un décret «*prévoyant la destruction totale de l'industrie allemande*», l'annula le 29 du même mois devant les résultats prodigieux réalisés. Les dirigeants de l'I.G. Farben s'installèrent dans les pays neutres avec 652 grands chefs d'industrie, dirigeant les 751 cartels allemands créés aux quatre coins du monde, avec la complicité de la *Haute Banque* internationale. Et ce sont lord Vansittard et sir William Beveridge qui dénoncent ce scandale!...

Le professeur américain Eric Mann, dans son exposé du 13 juin à la Sorbonne, a pu préciser que «*...la plupart des usines de Turquie, de l'Argentine, de la Suisse, de la Suède, de l'Espagne, du Portugal sont dirigées par des firmes allemandes*». Il est évident que ce transfert de capitaux, que cette invasion industrielle, n'ont pu se faire sans des complicités hautement placées, internationales.

En 1939 et en pleine guerre, la «*Standard Oil Co of New-Jersey*» acheta à la G.I. Farben des brevets importants et nombreux. Accusée de servir de paravent à l'industrie chimique allemande et de n'être que la propriétaire complaisante de ces acquisitions afin de les soustraire au séquestre des biens allemands, la «*Standard*» fut absoute par la *Cour fédérale de New York*. Nous touchons ici, évidemment, aux maîtres de l'heure, aux maîtres du Monde, aux responsables ultimes des possibilités offertes en vue de la deuxième guerre et de son déclenchement par le nazisme.

Qui oserait maintenant affirmer que «*justice est faite*» par les pendaisons de Nuremberg? Si les suppliciés sont des personnalités visibles, ils ne furent que d'infâmes et sanglantes marionnettes aux mains d'obscurcs et ténébreuses organisations financières et économiques mondiales. Les potences de Nuremberg ne sont que soupapes de sûreté contre l'explosion de colère populaire. Mais elles appellent d'autres clients, d'autres responsables autrement plus haut placés dans l'échelle des responsabilités que les fantoches mannequins nazis, si haut fussent-ils perchés.

Les potences devraient - s'il fallait pendre tous les responsables réels du grand carnage - se dresser dans TOUS LES PAYS DU MONDE, car c'est la HAUTE BANQUE INTERNATIONALE QUI EST, en définitive, LE GRAND RESPONSABLE.

Commence-t-on à comprendre pourquoi nous affirmons que SEUL LE PEUPLE PEUT FAIRE JUSTICE?

A ces preuves formelles de la complicité des Grands du régime, nous ajouterons, la semaine prochaine, celles concernant le Capitalisme lui-même.

MONDIUS.
